

PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

**Arrêté complémentaire DRE n°2013-55 du 29 mars 2013 encadrant des travaux de réhabilitation imposés à la Société SMURFIT KAPPA, ancien exploitant du site de la Papeterie de la Seine situé 109 avenue de la Commune de Paris à Nanterre.**



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le Code de l'environnement, parties législative et réglementaire, et notamment ses articles L511-1, R. 512-31, et R.512-39-3,
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 17 avril 1989 autorisant la Société Papeterie de la Seine à exploiter à Nanterre, 109, avenue de la Commune de Paris une installations de combustion classable sous l'ancienne rubrique 153 bis/1, activité soumise à autorisation, bénéficiant de l'antériorité,
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 2 mars 1994 autorisant l'extension de l'activité de fabrication de papier et de carton exercée par la société SMURFIT SOCAR sur son site 109 avenue de la commune de Paris à NANTERRE,
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 6 juillet 1999 autorisant la société SMURFIT SOCAR (Papeterie de la Seine) à exploiter à Nanterre, 109, avenue de la Commune de Paris, une installation de combustion au gaz naturel et une installation de compression, classables sous les rubriques 2910/A/1 et 2920/1/a,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 26 juillet 1999 portant modification des prescriptions applicables aux installations de réfrigération équipées de tours aéroréfrigérantes,
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 14 décembre 2001, imposant à la société SMURFIT SOCAR (Papeterie de la Seine) sise, 109, avenue de la Commune de Paris, à Nanterre, des conditions complémentaires d'exploitation de ses installations,
- Vu** l'arrêté préfectoral en date du 18 décembre 2006 modifiant l'arrêté préfectoral du 17 avril 1989 réglementant l'exploitation des installations classées de la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France sises, 109, avenue de la Commune de Paris à Nanterre,
- Vu** l'arrêté DATEDE n° 2010 – 58 du 14 avril 2010 modifiant les arrêtés préfectoraux en date des 2 mars 1994, et 6 juillet 1999 autorisant la société la société SMURFIT KAPPA, dont le siège social est situé allée des fougères à Biganos (33380), à exploiter respectivement des installations soumises à autorisation sous la rubrique 2440 de la nomenclature et des installations soumises aux rubriques 2910/A/1 et 2920/1/a à Nanterre, 109 avenue de la Commune de Paris, et portant révision des valeurs limites en concentration pour le point de rejet au milieu naturel et demandant la production au 1/11/2010 d'une évaluation de la conformité réglementaire du site,

- Vu** le récépissé de déclaration délivré le 15 avril 2008 à la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France pour son installation d'emploi et de stockage d'oxygène au 109, avenue de la Commune de Paris, classée sous la rubrique 1220/3,
- Vu** le récépissé de déclaration délivré le 25 novembre 2008 à la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France pour son installation de distribution au GPL au 109, avenue de la Commune de Paris, classée sous la rubrique 1414/3,
- Vu** le récépissé de notification de cessation définitive de l'exploitation de l'installation classée sous la rubrique 1180/1(transformateur PCB référencé 98232/524833/7797809/6139279) de la nomenclature des installations classées, localisée sur le site 109 avenue de la Commune de Paris, à NANTERRE, délivré le 14 avril 2011 à la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France,
- Vu** le récépissé de notification de cessation définitive de l'exploitation de l'installation classée sous l'ancienne rubrique 1715/2(détention de sources scellées) de la nomenclature des installations classées, localisée sur le site 109 avenue de la Commune de Paris, à NANTERRE, délivré le 8 décembre 2011 à la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France,
- Vu** le récépissé de notification de cessation définitive de l'exploitation des installations classées de la nomenclature des installations classées soumises à autorisation et déclaration, localisées sur le site de la Papeterie de la Seine 109 avenue de la Commune de Paris, à NANTERRE, délivré le 11 juillet 2012 à la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France,
- Vu** le courrier préfectoral en date du 18 août 2005 par lequel j'ai accusé réception de la déclaration par antériorité effectuée le 9 mai 2005, et complétée le 11 juillet 2005, des tours aéroréfrigérantes classables sous la rubrique 2921/2 de la nomenclature des installations classées, concernant le site 109, avenue de la commune de Paris à Nanterre,
- Vu** le courrier du 6 décembre 2011, reçu le 9 décembre 2011, par lequel la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France a transmis un mémoire de cessation définitive d'activité ainsi que des mesures de gestion du site et des sols pour le rendre compatible avec un usage industriel,
- Vu** les courriers des 27 février et 3 mai 2012 par lesquels la société SMURFIT KAPPA a transmis un complément au mémoire de cessation définitive d'activité (investigations complémentaires sur les sols/une actualisation des plans de gestion des terres et des calculs des risques sanitaires),
- Vu** le courrier du 6 avril 2012 par lequel le Maire de Nanterre a donné un avis favorable à la proposition d'usage industriel faite par l'exploitant, compatible pour la majeure partie de l'emprise foncière qui est classée en zone UFa du PLU communal, s'interrogeant sur la compatibilité de l'usage futur proposé avec le classement d'une zone de 2,1 ha en ULd, destinée aux activités de loisirs et de promenade,
- Vu** le courrier du 10 octobre 2012 par lequel la société SMURFIT KAPPA a transmis un plan de gestion répondant aux orientations fixées par les notes ministérielles du 8 février 2007 relatives à la gestion des sites et sols pollués privilégiant la suppression des sources de pollution identifiée dans le diagnostic,
- Vu** le rapport en date du 7 janvier 2013 du Chef de l'Unité territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France- Inspection des Installations Classées, proposant d'imposer à la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France par arrêté complémentaire, conformément aux dispositions de l'article R.512-39-3 du Code de l'environnement, des prescriptions permettant de s'assurer que la réhabilitation

effective du site sera conforme à son plan de gestion, et permettra un usage de type « activités », laissant la possibilité de construire des immeubles d'habitation à l'exception du site où l'usage est de type « loisirs/promenade » conformément au Plan Local d'Urbanisme de la ville de Nanterre, et que les travaux de réhabilitation n'engendreront pas de nuisances importantes, notamment sonores et atmosphériques,

**Vu** la lettre en date du 8 février 2013, informant la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France des propositions formulées par Monsieur le Chef de l'Unité territoriale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile de France-Inspection des Installations Classées et de la faculté qui lui est réservée d'être entendue par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques,

**Vu** l'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, en date du 19 février 2013,

**Vu** la lettre en date du 13 mars 2013, communiquant à la société intéressée les conclusions du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, et rappelant à la dite société, le délai de 15 jours à compter de la réception de la lettre précitée, pour formuler, le cas échéant, des observations par écrit sur ce projet,

**Vu** le courriel du 27 mars 2013 par lequel la Société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France, déclare n'avoir aucune observation à formuler sur le projet d'arrêté,

**Considérant** que l'usage retenu pour la remise en état du site est un usage non sensible de type usage d'activités, de bureaux permettant la création de logements liés à ces activités et un usage de promenade sur la partie du site se situant en zone Uld du Plan local d'urbanisme de la commune de Nanterre,

**Considérant** que l'étude historique n'a pas mis en évidence l'existence de sources potentielles de pollution au niveau de la zone Uld,

**Considérant** que le diagnostic du site et l'évaluation des risques sanitaires ont mis en évidence que l'état actuel du site au niveau de la zone Uld permettait l'usage de promenade envisagé en maintenant la couverture des sols en place,

**Considérant** que le diagnostic des sols a mis en évidence six sources de pollution et une source de pollution potentielle qu'il convient d'éliminer pour permettre les usages prévus précités,

**Considérant** qu'après élimination de ces sources, la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France a démontré par une évaluation des risques sanitaires que le site sera compatible avec les usages précités,

**Considérant** qu'après un bilan coût/avantage, la société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France a retenu l'excavation et l'envoi vers une filière autorisée des terres polluées et qu'il convient alors de s'assurer que les circuits d'élimination retenus seront conformes à la réglementation en vigueur,

**Considérant** qu'il est nécessaire de limiter les nuisances sonores et les envols de poussières lors du chantier de dépollution,

**Considérant** que le commencement du chantier et sa durée ne sont pas encore connues avec précision et dépendent du devenir des bâtiments du site mais qu'il est nécessaire de suivre un calendrier de chantier pour que les objectifs de réhabilitation soient atteints,

**Sur** la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1-DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Article 1.1- Références aux études menées sur le site**

Les prescriptions du présent arrêté sont définies sur la base des études menées par BURGEAP et retranscrites dans son « Rapport de synthèse sur les investigations sur les sols, les eaux souterraines et les gaz du sol- Plan de gestion

Rapport RSSPIF01925-01 » du 25/09/2012 .

#### **Article 1.2- Obligations de l'exploitant**

La Société SMURFIT KAPPA Papier Recyclé France, représentée par Monsieur Jean-Luc BAFFET, Directeur d'établissement, dont le siège social est situé Allée des Fougères à BIGANOS (33380 ) est tenue en sa qualité d'ancien exploitant des installations situées au 109 avenue de la Commune de Paris à Nanterre, d'une superficie d'environ 17 ha, de procéder à la réhabilitation dudit site :

- notamment par la suppression des sources suivantes :

**Source A : impact par des hydrocarbures** (associés a des **HAP**) mis en évidence au droit du sondage SC9. Cette zone impactée a été estimée à environ **240 m<sup>3</sup>** (soit 240 m<sup>2</sup> sur 1 m de profondeur) ;

**Source B : impact par des hydrocarbures** mis en évidence en SC20 (**atelier DPS**). Cette zone impactée a été estimée à environ **145 m<sup>3</sup>** (soit 240 m<sup>2</sup> sur 60 cm de profondeur) ;

**Source C : impact par des COHV (trichloroéthylène)** mis en évidence en SC14 et S05 (**cogeneration**). Cette zone impactée a été estimée à environ **650 m<sup>3</sup>** (soit 650 m<sup>2</sup> sur 1 m de profondeur) ;

**Source D : impact par des HCT et HAP (naphtalène)** à l'entrée du magasin à bobines autour du sondage S1 à SC16. Cette zone impactée a été estimée à environ **450 m<sup>3</sup>** (soit 120 m<sup>2</sup> sur 1,5 m de profondeur et 270 m<sup>2</sup> sur 1 m de profondeur) ;

**Source E : impact par des COHV et des métaux** au droit de S10 et T4 (jusqu'aux sondages T5 et F), liée à l'activité d'un atelier/forge. La zone impactée par des COHV au droit des sondages S10/T4 (**forge**) a été estimée à environ **1 300 m<sup>3</sup>** (soit 620 m<sup>3</sup> sur 2 m de profondeur) ;

**Source F : impact par des PCB** au droit des sondages S6, T9 et T10 liée à la proximité du transformateur. La zone impactée par des PCB au droit des sondages S6/S7/T9 (**transformateur**) a été estimée à environ **630 m<sup>3</sup>** (soit 420 m<sup>3</sup> sur 1,5 m de profondeur).

- et de traiter les bétons impactés pour les bâtiments, dalles ou autres aménagements qui font l'objet d'une destruction.

### **Article 1.3- Dépollution selon l'usage**

La réhabilitation du site sera effectuée en vue de permettre les usages suivants définis dans le plan de gestion prévoyant :

- des immeubles à usage principal d'activités, de bureaux ou de logements associés à l'activité;
- un lieu de promenade sur la partie du site se situant en zone Uld du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Nanterre.

### **Article 1.4- Conformité aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement**

Le site sera remis dans un état tel qu'il n'en résulte aucun risque de pollution du fait de l'ancien exploitant de la nappe phréatique ou du sous-sol, risque d'incendie ou d'explosion, danger ou inconvénient visé à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement livre V, tant au niveau du site qu'au delà de sa limite de propriété.

### **Article 1.5- Mise en œuvre des opérations de dépollution - Calendrier**

Dans un **délai de 3 mois** à compter de la date du présent arrêté, l'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées un plan de mise en œuvre des opérations de dépollution. Ce plan doit comporter les informations suivantes :

- le calendrier des opérations de dépollution par phase de chantier (démolition, excavation ...). Une date de commencement et de fin du chantier devra être proposée ;
- l'identification des filières d'élimination des terres contaminées ;
- les consignes de chantiers définissant le choix des filières des terres excavées en fonction des teneurs en polluants analysés,
- les consignes de chantiers permettant de s'assurer des prescriptions relatives à la réduction des nuisances sonores et l'envol de poussières fixées par le présent arrêté.

Ce plan est soumis pour avis à l'Inspection des Installations Classées.

## **Article 1.6- Conditions d'exploitation du chantier de dépollution**

Les travaux de dépollution devront se dérouler sans occasionner de risque pour la santé ou de gêne (auditive, olfactive...) pour le personnel et le voisinage. A cet effet, l'exploitant prendra les mesures nécessaires pour limiter au maximum les nuisances, et le cas échéant, mettre en œuvre des mesures correctives.

## **Article 1.7- Porter à connaissance**

### **Article 1.7.1 Modification du chantier**

Toute modification notable apportée aux opérations de dépollution décrites dans le dossier coté à l'article 1-1 et au plan de mise en œuvre des opérations de dépollution visé à l'article 1.5 sera portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet.

### **Article 1.7.2 Signalement d'incident ou d'accident :**

Tout incident ou accident susceptible de nuire aux intérêts repris dans l'article L511-1 du code de l'Environnement devra être porté à la connaissance du Préfet dans les meilleurs délais.

## **ARTICLE 2. OBJECTIFS DE REHABILITATION:**

### **Article 2.1- Traitement des sols**

Les 6 sources de pollution A à F visées à l'article 1.1 seront prioritairement excavées et envoyées vers une filière de traitement dûment autorisée ou agréée. A l'issue de l'excavation, des prélèvements en fond et paroi de fouille devront être réalisés et analysés pour s'assurer de l'atteinte des objectifs visés à l'article 1.2. A minima, les teneurs mesurées porteront sur les paramètres et seront inférieures aux limites définies ci-dessous :

Hydrocarbures C10-C40 : 500 mg/kg ;

COHV totaux : 2 mg/kg ;

HAP (somme des 16 HAP) : 50 mg/kg

PCB : 1 mg/kg (pour la source F).

Dans le cas où les bâtiments situés au dessus de la source G située autour du sondage S12 représentant un volume de 480 m<sup>3</sup> sont détruits, l'ancien exploitant procédera à des analyses de sols pour vérifier que les teneurs mesurées au niveau de cette source respecte les concentrations limites de cet article 2.1 pour les zones hors Uld. Dans le cas contraire, il procédera à l'excavation de la source conformément aux dispositions du présent arrêté.

Dans le cas de la source B (source située en SC20 pour un volume d'environ 145 m3), l'exploitant procédera à l'excavation de la source si cette dernière est rendue accessible par le projet

d'aménagement (en cas de démolition de la dalle par exemple) pour atteindre les concentrations limites de cet article 2.1. Si le projet d'aménagement prévoit le maintien de la dalle en place, la source pourra rester en place et le maintien de l'intégrité de la dalle par l'institution de servitudes de restriction d'usage qui s'imposeraient devra être prévu dans les contraintes d'urbanisme visées à l'article 6.

Dans la zone Uld telle que définie par le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Nanterre, l'exploitant veillera au maintien des zones couvertes soit par un revêtement minéral soit par des terres dont les concentrations respectent les teneurs définies dans le plan de gestion cité à l'article 1,1 du présent arrêté. A l'issue des travaux, l'exploitant intégrera cette zone dans les contraintes d'urbanisme visées à l'article 6.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes françaises ou européennes en vigueur pour chaque polluant considéré.

### **Article 2.2- Analyse des risques résiduels**

A l'issue des travaux, l'exploitant réalise une analyse des risques résiduels. Cette analyse démontre à partir des concentrations résiduelles mesurées après les travaux de dépollution l'acceptabilité des risques sanitaires engendrés par la pollution résiduelle. Elle comprend :

- un diagnostic de la pollution résiduelle du site après travaux ;
- un rappel des usages futurs du site
- un calcul des risques sanitaires
- une conclusion sur l'acceptabilité du risque et des recommandations sur les éventuelles restrictions d'usage à instaurer sur le site.

Les objectifs de réhabilitation définis à l'article 2.1 pourront être revus en fonction de cette analyse des risques résiduels après avis de l'Inspection des Installations Classées.

### **Article 2.3- Traitement des bétons souillés**

Les bétons impactés et les dalles de surface fortement souillés seront extraits physiquement puis traités sur place ou éliminés vers des installations dûment autorisées à traiter ce type de déchets.

Les bétons propres peuvent être réutilisés sur place.

## **ARTICLE 3. AMENAGEMENTS ET EXPLOITATION DU CHANTIER**

### **Article 3-1- Traitement et excavations des terres polluées**

#### **Article 3.1 .1 Volume des matériaux**

En cas d'extraction de terres polluées, les volumes de chaque catégorie de matériaux seront évalués au fur et à mesure de l'état d'avancement des travaux et un tri des matériaux sera réalisé sur la base des observations effectuées lors des travaux (aspect, odeur...) et des analyses tant de chantier que de laboratoire réalisées sur des échantillons représentatifs, conformément aux normes applicables.

#### **Article 3.1.2 Tri des matériaux**

Les matériaux seront triés en fonction de leur origine, et par catégories selon les filières envisagées. Les matériaux pollués ne seront pas mélangés aux matériaux propres.

#### **Article 3.1.3 Stockage des matériaux**

Les matériaux excavés, stockés, en cours de tri et triés seront dûment répertoriés et repérés sur le site, de telle sorte qu'à tout moment l'on puisse connaître les emplacements et les volumes mis en jeu pour chaque catégorie. Un plan de gestion des lots sera réalisé.

En dehors de leur manipulation, ils seront en outre protégés des eaux météoriques.

### **Article 3.2- Prévention des incidents et accidents**

Un règlement de sécurité particulier pour le chantier est établi et mis en œuvre sur le chantier.

### **Article 3.3- Zonage des dangers internes au chantier**

Les zones du chantier de dépollution susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'apparition d'atmosphères explosibles seront matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan tenu à jour. La nature des risques et les consignes à observer seront affichées à l'entrée de ces zones. Le cas échéant, des systèmes de détection et d'alarme seront mis en place en périphérie des zones à risques.

### **Article 3.4- Traitement des pollutions non mises en évidence lors du diagnostic**

#### **Article 3.4.1 Découverte de zone polluée**

Toute découverte lors des travaux de réhabilitation :

- d'une nouvelle zone présentant une pollution notable, non répertoriée dans le rapport visé à l'article 1.1 du présent arrêté,



- de dépôts ou stockages de substances susceptibles de présenter un danger pour l'environnement ou la sécurité des personnes,

seront portés à la connaissance du Préfet.

#### **Article 3.4.2 Interruption des travaux**

Les travaux concernant la zone découverte seront alors interrompus jusqu'à fourniture auprès de l'inspection des installations classées d'un rapport technique comportant notamment la nature des produits, l'estimation des quantités découvertes et leur répartition spatiale, les mesures de sécurité adoptées et les mesures de traitement envisagées.

#### **Article 3.4.3 Traitement mis en œuvre**

Un traitement approprié sera mis en œuvre dans le respect des prescriptions du présent arrêté.

### **Article 3.5- Contrôle d'accès et gardiennage**

#### **Article 3.5.1 Chantier interdit au public**

Le chantier sera interdit au public. Des panneaux de signalisation et d'interdiction de fumer seront mis en place à cet effet.

#### **Article 3.5.2 Clôture**

Afin d'en interdire l'accès, le chantier sera entouré d'une clôture efficace et résistante et l'interdiction de pénétrer dans le chantier pour toute personne qui lui est étrangère sera affichée de manière visible à l'entrée.

#### **Article 3.5.3 Fermeture à clef**

En l'absence de gardiennage, toutes les issues seront fermées à clef en dehors des heures d'exploitation.

## **ARTICLE 4. PREVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES**

### **Article 4.1- Prévention de la pollution de l'air**

#### **Article 4.1.1 Envol de poussières**

Toute mesure sera prise pour limiter au maximum l'envol des poussières.

#### **Article 4.1.2 Brûlage à l'air libre**

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

**Article 4.1.3 Emissions atmosphériques**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, buées, suies, poussières et gaz odorant ou toxique susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

**Article 4.2- Prévention des risques incendies et moyens de lutte à mettre en place**

Le chantier disposera des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie adaptés aux risques et devra être organisé de manière à permettre l'accès des secours.

**Article 4.3- Dispositions relatives aux déchets****Article 4.3.1 Rappel réglementaire**

Les déchets (terres souillées,...) produits par le chantier sont soumis aux dispositions du titre IV du Livre V du code de l'Environnement et aux mesures de contrôle du circuit d'élimination des déchets générateurs de nuisances.

**Article 4.3.2 Stockage des déchets**

Les déchets et résidus retirés du sol seront stockés dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution (prévention des envols, infiltration dans les sols, odeur...) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

**Article 4.3.3 Elimination des déchets**

Les déchets seront éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre du Code de l'Environnement, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées (Bordereaux de Suivi de Déchets, certificats de destruction ou d'incinération...) et s'assurera du caractère adapté des moyens et procédés mis en œuvre pour l'élimination des déchets.

**Article 4.4- Prévention des nuisances sonores**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions des articles R 571-44 à R 571-52 du code de l'environnement et des textes pris pour leur application).

Toutes les opérations bruyantes (engins,...) sont interdites en période nocturne, du lundi au vendredi de 20h00 à 7h00, le samedi après 18h00 ainsi que les dimanches et jours fériés.

## **ARTICLE 5. RAPPORT DE FINS DE TRAVAUX**

### **Article 5.1- Transmission des résultats**

Dans un délai de 3 mois à compter de l'achèvement des travaux de remise en état du site tel que prévu au calendrier répondant aux dispositions de l'article 1.5, un rapport de fin de travaux sera transmis au Préfet et soumis à l'avis de l'inspection des installations classées.

### **Article 5.2- Contenu du rapport de fin de travaux**

Le rapport précisera notamment :

- tout justificatif du respect de chacune des conditions du présent arrêté,
- le justificatif motivé de l'arrêt de la dépollution,
- une synthèse des opérations effectuées,
- les résultats d'analyses en fond et en paroi de fouille après excavation,
- un état du niveau de pollution résiduelle (avec cartographie si nécessaire ) et une interprétation de ces résultats,
- l'analyse des risques résiduels prévus à l'article 2.2,
- les justificatifs de la bonne élimination des déchets récupérés,
- la nature et la quantité des déchets produits lors des travaux ainsi que leur destination finale,
- les quantités de terres excavées ou traitées,
- les quantités de terres ou matériaux éventuellement réutilisées sur place,
- les incidents ou dysfonctionnements et les mesures prises pour y remédier,
- une proposition de restrictions d'usage telle que prévue à l'article 6.

## **ARTICLE 6. CONTRAINTES D'URBANISME**

A l'issue des travaux de réhabilitation du site, l'exploitant informera le maire et le propriétaire des contraintes du fait de l'usage d'activités, y compris de bureaux et de logements associés aux activités et de la pollution résiduelle du site.

A cet effet, il établira un projet de restrictions d'usage respectant les recommandations issues de l'évaluation des risques sanitaires tenant compte des risques résiduels (Analyse des Risques Résiduels, proposant, si nécessaire, des contraintes constructives).

Le projet de servitudes sera inclus dans le mémoire de fin de travaux.

## **ARTICLE 7. DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

### **Recours contentieux :**

En application de l'article L514-6 et R 514-3-1 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de cette décision, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de 6 mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.

- soit un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre de l'Écologie, du Développement durable, et de l'Énergie - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

#### ARTICLE 8

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Nanterre et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de Nanterre, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

#### ARTICLE 9

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de Nanterre, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Énergie en Ile-de-France, Monsieur l'Inspecteur Général, Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 29 MARS 2013

Le Préfet,  
Pour le Préfet, et par délégation,  
Le Secrétaire Général



Didier MONTCHAMP